



A défaut d'une institution mondiale démocratique de régulation conforme aux dispositions de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, l'Assemblée des Citoyens du Monde - ASCOP et ses partenaires ci-dessous soutiennent les propositions et revendications exprimées dans la "lettre aux citoyens du monde", qui est une initiative des "Professionnels pour la paix dans la région des Grands Lacs".

Citoyens du monde :

Mettons fin à une tragédie humanitaire en RDC !

Depuis plus de 30 ans, l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) est le théâtre d'une tragédie humanitaire sans précédent qui a fait plus de 10 millions de morts, a entraîné des déplacements massifs de population, une destruction du tissu social et a été marquée par des violences systémiques, dont des violences sexuelles utilisées comme armes de guerre. Ce conflit multiforme, alimenté par des ingérences régionales et l'exploitation illicite des ressources naturelles, compromet toute perspective de paix et de développement pour le peuple congolais et l'ensemble de la région des Grands Lacs.

Un cadre juridique et diplomatique bafoué

Face à cette situation, la communauté internationale a mis en place un cadre juridique et diplomatique structurant, à savoir **l'Accord-cadre pour la Paix, la Sécurité et la Coopération en RDC et dans la Région**, signé à Addis-Abeba le 24 février 2013 sous l'égide des Nations Unies, de l'Union africaine, de la CIRGL et de la SADC. Cet accord engage la RDC et ses voisins à respecter la souveraineté des États, à cesser tout soutien aux groupes armés et à entreprendre des réformes structurelles pour garantir une gouvernance transparente et inclusive.

Venant renforcer ce cadre, **la Résolution 2098 du Conseil de Sécurité de l'ONU**, adoptée le 28 mars 2013, a instauré une approche plus proactive. Elle exige un processus politique global impliquant toutes les parties prenantes et met l'accent sur des réformes institutionnelles essentielles pour restaurer l'autorité de l'État et la confiance des populations dans les institutions congolaises.

Cependant, plus d'une décennie après la signature de l'accord-cadre, son application demeure bloquée. **Manœuvres politiques, absence**

HATEM, Marie
Professeure
Université de Montréal
Canada

BERGERON, Sophie
Professeure
Université de Montréal
Canada

Prosper NDJOLI
Professeur
Université de Mazonod
République Démocratique du Congo

Dr André-Paul Vénor,
Coordonnateur principal de projets
Unité de Santé internationale de
l'Université de Montréal
Canada

de volonté réelle et violations répétées des engagements pris ont sape les efforts de stabilisation, maintenant la RDC et toute la région dans une instabilité chronique.

L'exploitation des ressources, un des moteurs du conflit

Les métaux rares tels que le coltan, l'uranium et le tantale, indispensables à nos ordinateurs, téléphones portables et voitures, sont extraits du sol congolais dans un contexte de violence extrême. On estime qu'au moins **40 % voire plus. de l'approvisionnement mondial en tantale provient de cette région**, avec plusieurs zones minières désormais sous le contrôle du M23.

Dans ce contexte, le mouvement rebelle **M23**, avec le soutien des forces armées rwandaises, continue de semer la terreur en s'emparant des ressources stratégiques de la région et ce, malgré les engagements internationaux. Ce conflit arme qui prend de l'ampleur dans les régions du Nord et du Sud Kivu, perpétue les conséquences humaines désastreuses.

A cet égard, citons entre autres:

- les prés de **3 000 morts à Goma** ;
- l'**effondrement du système de santé local**, avec la menace d'épidémies, un accès insuffisant à l'eau potable et des conditions insalubres;
- une **multiplication des violences sexuelles**, principalement à l'encontre des femmes et des enfants;
- un **afflux massif de déplacés**;
- **La destruction de villes et villages.**

Plus au sud, la ville de **Bukavu** fait face aux mêmes périls. **L'hôpital général de référence de Pazzi**, réputé pour son engagement envers les victimes de violences sexuelles et dirigé par le **Dr Denis Mukwege**, Prix Nobel de la Paix, est, lui aussi, menacé. Les témoignages de professionnels de santé congolais rapportent des cas alarmants de **viols et d'exécutions délibérées** par des combattants, accentuant la panique et limitant l'accès aux soins.

Un appel urgent à la communauté internationale

Face à cette situation catastrophique, nous, **scientifiques de diverses disciplines, universités et nations, citoyens engagés pour la paix et travaillant de manière étroite avec les organisations de l'Est de la RDC**, lançons un appel urgent afin que tous ceux et toutes celles qui



Susanne ALLDÉN
Maître de conférences et chargé de recherches
Université de Linnaeus
Suède



Foucart, Jennifer
Professeure
Université Libre de Bruxelles



Vandenberg Olivier
Professeur
Ecole de Santé Publique
Université Libre de Bruxelles



Docteure Marie DOREY



Weyembergh Anne
Professeure - Université Libre de Bruxelles
Belgique



Bérandère TAXIL
Professeure
Université d'Angers
France



Blavier Adélaïde
Professeure
Université de Liège, Belgique



Cathleen de Kerchove
Cofondatrice et Présidente
de l'asbl Les enfants de Panzi
et d'ailleurs.

sont attachés aux **valeurs humanistes** s'adressent à leurs députés locaux et nationaux pour solliciter UN ARRET IMMEDIAT DE LA GUERRE favorisant ainsi la mise en place d'un processus permettant de mettre en œuvre l'Accord-cadre. Celui-ci devrait permettre que:

1. **Tous les États signataires de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba respectent leurs engagements**, en cessant tout appui aux groupes armés et en favorisant une coopération régionale sincère.
2. **Les réformes institutionnelles prévues soient appliquées sans délai**, pour garantir une gouvernance efficace et inclusive en RDC.
3. **La communauté internationale exerce une pression diplomatique accrue**, afin que les violations de l'Accord ne restent pas impunies.

Sans une application rigoureuse de cet Accord-cadre, **aucune initiative de paix ne sera efficace**. Seule une mise en œuvre stricte de cet instrument permettra de briser le cycle de la violence et d'ouvrir la voie à une paix durable en RDC et dans l'ensemble de la région des Grands Lacs.

Il est temps d'agir. Il est temps d'honorer les engagements pris. Il en va de la paix, de la justice et de l'avenir de toute la région et de la protection de millions de vies innocentes..

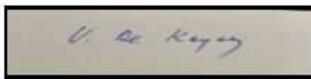
L'inaction reviendrait à **se résigner à un monde gouverné par la loi du plus fort**. Si nous ne réagissons pas dès aujourd'hui, **nous devons porter la responsabilité de notre passivité devant les générations futures**.

Ont signé :

- **Marie Carlens**, présidente de Assemblée des Citoyens du Monde - ASCOP - 66 Boulevard Vincent Auriol—75013 Paris (France) Transnational
- **Roger Winterhalter**, président de la Maison de la Citoyenneté Mondiale - MCM- 20 rue Paul Schutzenberger, 68200 Mulhouse (France)
- **Daniel Durand**, Association pour la Promotion de la Solidarité - ASPROS - 1 chemin de la Fresnaye, 49190 Saint-Aubin deLuigné (France)
- **Guinli Kangni K**, président fondateur du Club des Cultures et Loisirs - CCL - 541, rue Aledjo - KODJOVIAKOPE - LOME (Togo)
- **Jean-Marie Azais**, président de Route-mondiale.fr - 72 route d'Égalière, 12 830 L'Hospitalet-du-Larzac, (France)
- **Honoré Sebuoro**, président de Mutuelle d'Entraide Solidaire - M.E.S. Quartier Fuko, Rutshuru-centre, Nord-Kivu, (R.D.Congo)
- **Jacqueline Etoune**, Présidente de Association Solidarité Handicap - ASH - Longkak, Yaoundé, (Cameroun)
- **Robert Simon**, Mouvement pour une Alternative Non-Violente - MAN 187 montée de Choulans, 69005 Lyon (France)
- **Claude Weber**, président de CitéCultures -Verviers - Rue de Liège 102, 4800 Verviers (Belgique)
- **Michel Adam**, président émérite de Centre d'Etudes Européen Jean Monnet - CEEJM Maison des Associations, rue d'Angoulême 16100 Cognac (France)
- **Telesphore Balonga**, Centre d'Accueil et de Volontariat pour Orphelins Abandonnés et Handicapés - CAVOAHCAM Rue du Lycée Général Ngoumou (Cameroun)

- **Marc Garcet**, Délégué élu au Congrès des Peuples
- **Cheikh Malick Coly**, journaliste (Sénégal)
- **Robert Simon** (France)
- **Marie Carlens** (Belgique)
- **Jean Marc Bruneel**, Citoyen du Monde. (France)
- **Marie Pasquier**, artiste (France)

Collectif des Professionnels pour la paix dans la région des Grands-Lacs (suite et fin)

 Maria Clara Ahmarani, MD Coordonnatrice de recherche Observatoire Hygeia, CHU Sainte Justine	 Jean-Chrysostome Zoloshi Professeur associé Université Laval	Cheick Oumar Tiendrebeogo, MD, MSc., PhDc 
 Véronique De KEYSER Présidente du Comité Scientifique de la Chaire Mukwege Professeure émérite Université de Liège, Belgique	 Amour NKANGOU Étudiant École de Santé Publique Université de Montréal	 Muriel SALMONA Psychiatre, présidente de l'Association mémoire traumatique et victimologie France
Islene Lazo, coordonnatrice de projets - Unité de santé internationale, Université de Montréal (UdeM)	Sandra Jung-Fritsch, sage-femme, pédagogue, Université de Strasbourg	Miriam Cohen, professeure associée, faculté de droit UdeM
Jean-Benoît Falisse senior lecturer the University of Edinburgh	Karina Dubois-Nguyen Directrice, Unité de santé internationale, Université de Montréal	Buuma M. Maisha Professeur Agrégé, Université Saint Paul, Canada